



**GOUVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Dossier de presse

Sécuriser

et réguler

l'espace

numérique

Bercy, le 10 mai 2023



« Les combats très intimes que nous menons pour lutter contre le harcèlement sexuel, pour protéger nos enfants, pour lutter contre les violences faites aux femmes, pour défendre nos valeurs dans notre pays sont à chaque fois bousculés parce que des contenus qui disent exactement le contraire circulent librement sur les plateformes, touchent nos enfants, nos adolescents, nos familles, quand je ne parle pas de la propagande d'autres Etats qui utilisent ces mêmes canaux. »

**Emmanuel Macron**  
Président de la République  
1er septembre 2022



**Elisabeth Borne**  
Première Ministre

« La transition numérique est un formidable vecteur d'opportunités, de croissance, de savoir et de création. Elle ouvre des portes à des innovations majeures et doit accompagner les Français, au quotidien.

Malheureusement, le numérique ouvre aussi la porte à de nouvelles formes de violence, de délinquance et de manipulations. Harcèlement, fausses informations, ingérences étrangères, exposition de nos enfants, fraudes... sont autant de menaces réelles et inquiétantes. Nous devons y répondre. C'est pourquoi nous voulons renforcer la régulation du numérique.

Notre but est de fixer des règles, de promouvoir la civilité en ligne, de protéger les plus fragiles et de lutter contre toutes les formes de délinquance.

Depuis 2017, de nombreuses actions ont déjà été menées mais nous souhaitons aller plus loin. C'est pourquoi nous avons adopté, lors de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne, deux textes ambitieux et fondateurs : le Règlement sur les services numériques (DSA) et le Règlement sur les marchés numériques (DMA).

Ces textes sont à la fois une avancée historique en termes de régulation, en fixant un cadre protecteur pour les usagers, et une étape majeure pour bâtir la souveraineté numérique européenne.

Le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique nous permet d'adapter notre droit. Mais il va plus loin, en nous permettant aussi d'enrichir et perfectionner notre cadre national.

Ce texte sera ainsi porteur d'avancées concrètes pour nos concitoyens, qui peuvent être inquiets de certains usages d'internet. Ainsi, le projet de loi renforce la protection des enfants, permet de mieux lutter contre la désinformation, de renforcer l'équité sur les marchés ou encore de porter des coups décisifs à la fraude en ligne.

Ce projet de loi, au cœur de la feuille de route de mon Gouvernement, est une réponse aux préoccupations des Français. C'est un pas majeur pour un numérique plus sûr et souverain.

# Éditos



**Bruno Le Maire**  
Ministre de l'Économie,  
des Finances et de la  
Souveraineté industrielle  
et numérique

« La transition numérique de notre société, de nos usages, de nos tissus économiques et industriels représente à la fois un bouleversement profond de nos anciens modèles et un puissant levier vers de nouvelles voies de progrès et de performance. Face à cette mutation, le rôle de l'État est tout autant de stimuler et d'accompagner cette transition que de veiller à la protection des citoyens, de nos valeurs communes et des principes cardinaux de notre contrat social.

Le succès de notre transition numérique collective, tant pour les citoyens que les entreprises, dépend en priorité de notre capacité à créer les conditions d'un environnement numérique propice à la confiance, à la loyauté, à l'équité et à la soutenabilité de l'économie. »



**Jean-Noël Barrot**  
Ministre délégué chargé  
de la Transition  
numérique et des  
Télécommunications

« Le numérique est un formidable vecteur de communication, d'échange et de partage. C'est la raison pour laquelle, sous l'impulsion du Président de la République, nous accompagnons le développement de la société et de l'économie numériques en veillant à ce que tous les Français puissent tirer profit des opportunités qu'elles offrent. Pour y parvenir, il nous faut faire de l'espace numérique un espace de confiance et protéger tout à la fois nos concitoyens, nos entreprises, nos collectivités, et la démocratie.

C'est l'objet de ce projet de loi qui, pour faire respecter l'ordre public en ligne, vise à sécuriser et réguler l'espace numérique, en interdisant en ligne ce qui n'est déjà pas autorisé dans la vie hors ligne. Les mesures très concrètes qu'il porte permettront de protéger les Français en leur garantissant la cybersécurité du quotidien. »



Sécuriser  
et réguler

l'espace  
numérique

# Le projet de loi en 12 mesures

## Protéger nos concitoyens

1. Créer un filtre de cybersécurité anti-arnaque
2. Choisir librement son moteur de recherche, son navigateur, sa messagerie
3. Bannir des réseaux sociaux les personnes condamnées pour cyberharcèlement
4. Encadrer les nouveaux types de jeux en ligne

## Protéger nos enfants

5. Mettre fin à l'exposition des enfants aux contenus pornographiques en ligne
6. Retirer plus rapidement les contenus pédopornographiques en ligne
7. Interdire la publicité ciblée sur les mineurs ou utilisant des données sensibles

## Protéger nos entreprises et nos collectivités

8. Interdire aux géants du numérique de privilégier leurs services sur leurs plateformes
9. Réduire la dépendance des entreprises aux fournisseurs de *cloud*
10. Soutenir les collectivités dans la régulation des meublés de tourisme

## Protéger notre démocratie

11. Interrompre la diffusion de médias étrangers faisant l'objet de sanctions internationales
12. Lutter contre la désinformation sur les réseaux sociaux

# Contexte

Les désordres dans l'espace numérique touchent les Français dans de nombreuses dimensions de leur vie quotidienne. Ce projet de loi présente des **mesures concrètes visant à sécuriser et réguler l'espace numérique**, et ainsi assurer la confiance indispensable au succès de la transition numérique.

Il propose notamment de **protéger les Français contre les tentatives d'accès frauduleux à leurs coordonnées personnelles ou bancaires** à des fins malveillantes qui se sont multipliées ces dernières années, ou encore **contre le cyberharcèlement** qui se propage sur les réseaux sociaux. Il renforce le dispositif visant à **faire respecter les limites d'âge en ligne** pour l'accès aux sites pornographiques et prévoit des **sanctions en cas de non-retrait de contenus pédopornographiques** en ligne. Il entend **restaurer l'équité commerciale sur le marché du cloud**, aujourd'hui concentré dans les mains d'une poignée d'acteurs dont les pratiques inhibent la concurrence et placent leurs clients dans une situation de dépendance excessive. Il apporte des **protections nouvelles contre la désinformation** et les ingérences étrangères en créant les moyens de faire respecter les sanctions internationales prises contre des médias de propagande.

**L'émergence de géants numériques d'envergure mondiale bouleverse aussi bien les fondements de l'espace public démocratique et informationnel que les mécanismes du fonctionnement des marchés.** Des risques systémiques en découlent pour la libre expression ou la manipulation des opinions, ou la diffusion exponentielle de contenus illicites. Les avantages économiques que confère le statut de plateforme numérique dominante peuvent fausser de manière inédite le fonctionnement équitable des marchés. Face à ces défis, l'Europe et la France apportent des réponses fortes.

Ce projet de loi trouve ses origines dans la nécessité d'adapter le droit pour que puissent s'appliquer **trois règlements européens que la France a fait adopter** lors de sa présidence de l'Union européenne en 2022 : **le règlement sur les services numériques (DSA) qui fait entrer les grandes plateformes dans l'ère de la responsabilité**, **le règlement sur les marchés numériques (DMA) qui vient quant à lui rétablir l'équité commerciale dans l'économie numérique** et enfin le **Règlement sur la gouvernance des données (DGA), qui stimulera l'économie de la donnée européenne.**

**Ce texte puise également dans les travaux des parlementaires**, des députés comme des sénateurs issus de **toutes les sensibilités politiques**, et notamment le rapport des sénatrices Annick BILLON, Alexandra BORCHIO FONTIMP, Laurence COHEN et Laurence ROSSIGNOL sur l'exposition des mineurs aux contenus pornographiques, celui des sénateurs Amel GACQUERRE, Franck MONTAUGE et Sophie PRIMAS et celui du député Philippe LATOMBE sur la souveraineté numérique.

Il a été enrichi par les consultations menées sous l'égide du **Conseil National de la Refondation**.

**Le moment est venu de faire respecter les droits et les devoirs, et de garantir à chacun la cybersécurité du quotidien.** C'est ainsi que la France tiendra son rang de grande nation numérique.

# De nouvelles règles communes pour créer en Europe un marché unique du numérique

Ce projet de loi comporte des mesures d'adaptation du droit français à deux règlements européens majeurs portés par la France lors de sa présidence de l'Union européenne en 2022.

## **Le règlement sur les services numériques (DSA)**

Il impose aux plateformes des obligations de modération des contenus illicites qui leur sont signalés, les enjoint à analyser et corriger le risque systémique qu'elle font peser sur le bien-être et la santé de leurs utilisateurs ou sur la qualité du débat public, leur interdit de proposer de la publicité ciblée sur les mineurs, et les contraint à faire auditer leurs algorithmes et à ouvrir leurs données aux chercheurs.

## **Le règlement sur les marchés numériques (DMA)**

Le DMA est un texte qui aidera de nombreuses entreprises françaises et européennes à développer leurs produits et services numériques dans des conditions de concurrence équitable. Il prévoit 26 outils juridiques pour empêcher les géants numériques qui contrôlent l'accès aux principales plateformes (places de marché, moteurs de recherche, magasins d'application) d'abuser de leur poids relatif. Il stimulera l'économie en ligne et protégera les 10 000 plateformes en lignes actives en Europe (dont 90 % de PME et ETI) et renforcera la liberté de choix des consommateurs européens.

## Calendrier

**Octobre 2022** : adoption

**Novembre 2022** : entrée en vigueur

**Avril 2023** : désignation des très grandes plateformes et moteurs de recherche (VLOPs) par la commission

**Août 2023** : mise en conformité des très grandes plateformes et moteurs de recherche

**Février 2024** : mise en conformité des autres acteurs

## Calendrier

**Septembre 2022** : adoption

**Novembre 2022** : entrée en vigueur

**Mai 2023** : entrée en application

**A partir de juin 2023** : désignation des contrôleurs d'accès

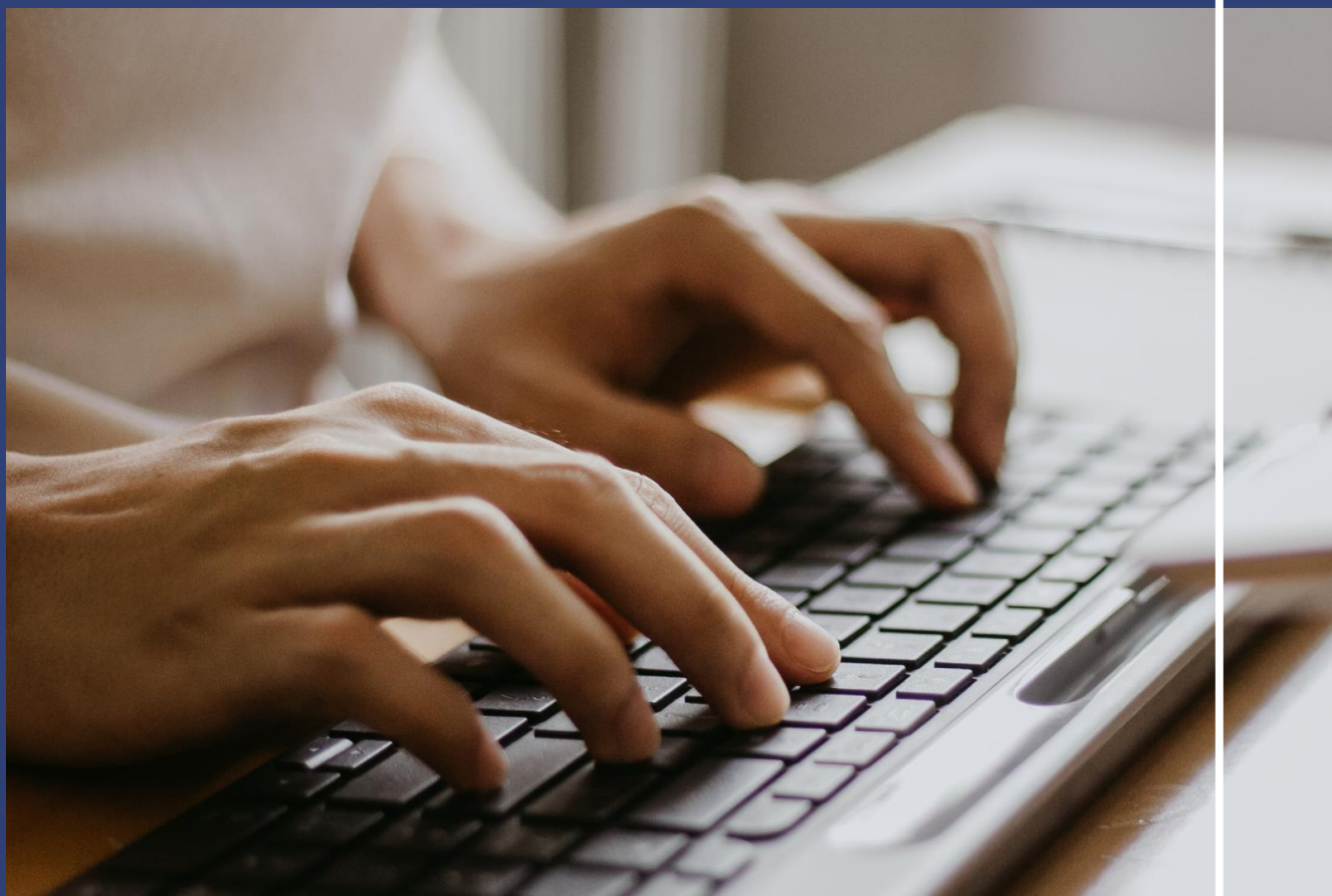
**A partir de janvier 2024** : mise en conformité



Sécuriser  
et réguler

l'espace  
numérique

# Protéger nos concitoyens



# 1. Créer un filtre de cybersécurité anti-arnaques

Un message d'alerte avertira les Français lorsqu'après avoir reçu un SMS ou un mail frauduleux, ils s'apprêtent à se diriger vers un site malveillant.

## Un problème

**50% au moins des Français** ont été victimes d'une tentative d'accès frauduleuse à leurs données.

**166% d'augmentation en deux ans** des demandes d'assistance sur le site cybermalveillance.gouv.fr

**60 000 plaintes sur la plateforme Thésée** dédiée aux arnaques en ligne entre mars et octobre 2022.

**La cybercriminalité du quotidien** se professionnalise et se massifie.

## Une solution

**Un message d'alerte** affiché par les fournisseurs d'accès internet et les éditeurs de navigateurs.

**Une base rassemblant l'ensemble des sites malveillants** identifiés et signalés par les victimes aux autorités administratives.

**Un délai de 5 jours** pendant lequel le site peut contester son statut malveillant, avant d'être filtré, lorsque son propriétaire est joignable.

## Concrètement

### Aujourd'hui

Après avoir reçu un faux SMS de l'assurance maladie l'invitant à cliquer sur un lien, l'internaute risque d'y déposer ses coordonnées bancaires.

### Demain

Au moment de cliquer sur le lien, il ou elle recevra un message lui indiquant que le site vers lequel il se dirige est compromis.

## 2. Choisir librement son moteur de recherche, son navigateur, sa messagerie

En application directe du DSA au niveau européen, les Français ne pourront plus se voir dicter le choix des outils qu'ils utilisent en ligne.

### Un problème

**80% du marché** des moteurs de recherche est capté par Google.

**Le moteur de recherche, le navigateur, l'assistant personnel** sont imposés sur les équipements commercialisés sans possibilité de les désinstaller.

**Les messageries** ne peuvent pas communiquer entre elles.

**Il n'est pas possible** de disposer de plusieurs magasins d'application sur un même appareil.

### Une solution

**26 obligations nouvelles pour les géants du numérique** avec le règlement sur les marchés numériques (DMA) adopté pendant la présidence française de l'UE.

**Une plus grande liberté de choix** donnée aux consommateurs pour leur messagerie, moteur de recherche, navigateur, assistant personnel.

**Des sanctions allant jusqu'à 10% du chiffre d'affaires mondial**, et 20% en cas de récidive.

### Concrètement

#### Aujourd'hui

Pour communiquer avec ses proches qui ont installé une application comme WhatsApp ou Olvid, il est nécessaire d'installer la même application qu'eux.

#### Demain

Comme c'est déjà le cas pour les mails, il sera possible de communiquer avec ses proches sans avoir à disposer de la même messagerie qu'eux.

### 3. Bannir des réseaux sociaux les personnes condamnées pour cyberharcèlement

Les personnes condamnées pour avoir diffusé la haine et la violence sur un réseau social pourront voir leurs comptes suspendus.

#### Un problème

**41% des Français** déclarent avoir été victimes de cyberharcèlement.

**200 000 comptes Twitter suspendus** en Europe pour avoir enfreint les règles relatives au cyberharcèlement ou à la haine en ligne.

**Des raids déclenchés par une minorité** d'internautes qui, sous couvert de pseudonymat, embrasent leur communauté et dont les victimes sont majoritairement des femmes.

#### Une solution

**Une peine complémentaire de suspension** de 6 mois à l'encontre des personnes condamnées pour des faits de cyberharcèlement, pédopornographie, négationnisme, apologie du terrorisme, diffusion d'images violentes.

**Une peine portée à un an** en cas de récidive.

**75 000 euros d'amende à l'encontre du réseau social** qui ne procédera pas au blocage du compte suspendu.

#### Concrètement

##### Aujourd'hui

Une personne condamnée pour cyberharcèlement sur un réseau social peut continuer à y propager la haine.

##### Demain

Le juge pourra prononcer une peine complémentaire de suspension de l'accès au compte du réseau social pendant 6 mois, et un an en cas de récidive.

## 4. Encadrer les nouveaux types de jeux en ligne

La France définira un régime pionnier et protecteur des utilisateurs pour encadrer les jeux numériques fondés sur les technologies émergentes du « web3 ».

### Un problème

**De nombreux jeux proposant des objets numériques monétisables**, émergents ou en phase de développement dans le monde.

**Des personnages ou objets numériques uniques** issus du jeu, collectionnés ou revendables à l'intérieur comme à l'extérieur du jeu.

**Une réglementation des jeux d'argent et de hasard inadaptée** à la nouvelle configuration technologique du « web3 », qui handicape l'innovation du secteur sans protéger adéquatement les utilisateurs.

### Une solution

**Un encadrement proactif**, avec des règles spécifiques pour ce modèle économique.

**Un cadre juridique protecteur** qui transpose à de nouveaux types de jeux des protections fortes (interdiction aux mineurs, prévention de l'addiction, prévention du blanchiment).

**Des règles propices au développement français des technologies du « web3 »** telles que la *blockchain* et les jetons non fongibles (NFT).

### Concrètement

#### Aujourd'hui

Le cadre juridique d'interdiction par défaut pénalise l'innovation numérique dans les jeux et le divertissement sans protéger efficacement les utilisateurs.

#### Demain

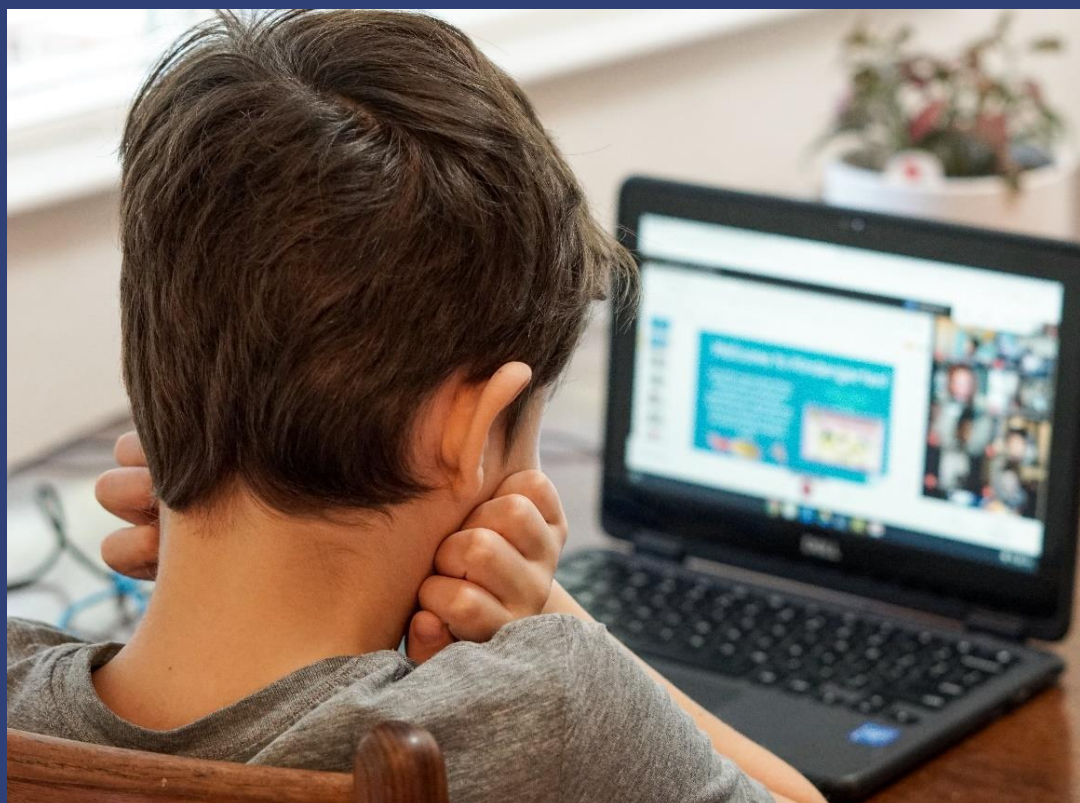
La France demeurera une terre d'innovation, tout en étant l'un des premiers pays à adopter une législation protectrice des utilisateurs de jeux fondés sur le Web3.



Sécuriser  
et réguler

l'espace  
numérique

# Protéger nos enfants



## 5. Mettre fin à l'exposition des enfants aux contenus pornographiques en ligne

Les sites pornographiques qui refuseront de mettre en place un vérificateur d'âge fiable et sans fichage seront lourdement sanctionnés, en quelques semaines.

### Un problème

**Chaque mois, 2 millions de mineurs**, dont des très jeunes, sont exposés à la pornographie en ligne.

**A 12 ans, 1 enfant sur 3** a déjà été exposé à ces images pornographiques.

**Des conséquences graves sur leur développement affectif** à cause d'atteintes brutales à leur innocence et leur intimité.

**Les sites pornographiques ne vérifient pas l'âge des utilisateurs** malgré l'obligation légale qui leur incombe depuis 2020.

### Une solution

**Un pouvoir de sanction** confié au régulateur national indépendant de l'ARCOM, après procédure contradictoire.

**Le blocage de l'accès par les fournisseurs d'accès à internet, le déréférencement des moteurs de recherche et de lourdes amendes**, trois types de sanctions cumulables.

**Un référentiel technique** pour s'assurer des systèmes de vérification d'âge fiables, anonymes et sans fichage des utilisateurs.

### Concrètement

#### Aujourd'hui

Les sites pornographiques ne mettent pas en œuvre les solutions techniques de vérification d'âge existant pourtant sur le marché.

#### Demain

Les sites qui persisteront à violer la loi pourront être bloqués sous un mois et être redevables d'une amende allant jusqu'à 4% du chiffre d'affaires mondial.

## 6. Retirer plus rapidement les contenus pédopornographiques en ligne

Les hébergeurs de contenus pédopornographiques qui ne répondront pas en moins de 24 heures seront passibles de lourdes sanctions pénales.

### Un problème

**74 000 demandes** de retrait de contenus pédopornographiques par Pharos effectuées en France en 2022.

**Pour faire échec à la diffusion des contenus pédopornographiques**, Pharos demande le retrait (hébergeur), le blocage (fournisseurs d'accès à l'internet) ou le déréférencement (moteurs de recherche).

**Le non-retrait n'est aujourd'hui pas sanctionné en 24h**, contrairement au blocage et au déréférencement.

### Une solution

**Responsabilisation des hébergeurs défaillants** qui n'appliquent pas la demande de retrait dans les 24h, via une sanction pénale possible à leur encontre. La demande de retrait devient contraignante

**1 an d'emprisonnement et 250 000 € d'amende** soit le même niveau qu'en matière de non-retrait d'un contenu à caractère terroriste.

### Concrètement

#### Aujourd'hui

Les prestataires hébergeurs doivent participer à la lutte contre la diffusion de contenus pédopornographiques. Mais les défaillances sont impunies.

#### Demain

Les hébergeurs défaillants pourront être poursuivis pour non-respect en 24 heures d'une demande de retrait présentée par la police ou la gendarmerie.

## 7. Interdire la publicité ciblée sur les mineurs ou utilisant des données sensibles

En application directe du DSA au niveau européen, la publicité ciblée sur les mineurs ou à partir des données sensibles sera interdite.

### Un problème

**85 % des 15-18 ans français sont présents sur Instagram.** Les chiffres sont similaires ou plus élevés encore sur d'autres plateformes.

**Les enfants et adolescents sont délibérément exposés** à des contenus publicitaires nocifs, avec risques d'impact majeurs sur la santé mentale.

**Les adultes sont parfois ciblés à partir de données sensibles**, ce qui présente des risques d'atteintes à leur vie privée.

### Une solution

**L'interdiction totale du ciblage publicitaire sur les mineurs.** Les plateformes ne pourront plus les exposer qu'à des publicités non ciblées.

**L'interdiction du ciblage fondé sur les données sensibles** (origine ethnique, conviction politique ou religieuse, orientation sexuelle, etc.).

**Des sanctions pouvant aller jusqu'à 6% du chiffre d'affaires mondial**, et l'interdiction d'évoluer en Europe en cas de violations répétées.

### Concrètement

#### Aujourd'hui

Les mineurs sont considérés comme des consommateurs précoces et directement ciblés sur la plupart des réseaux sociaux.

#### Demain

Les plateformes auront l'interdiction absolue de pratiquer le ciblage publicitaire en direction des mineurs, sous peine de lourdes sanctions.

Sécuriser  
et réguler

l'espace  
numérique

# Protéger nos entreprises et nos collectivités



## 8. Interdire aux géants du numérique de privilégier leurs services sur leurs plateformes

L'application directe du DMA au niveau européen rouvrira la capacité des entreprises européennes à pénétrer les marchés de l'économie numérique.

### Un problème

**De nouveaux monopoles numériques mondiaux** échappent encore trop souvent aux règles de concurrence fixées par les Etats.

**Magasins d'application, moteurs de recherche, réseaux sociaux et places de marchés** sont tous concernés.

**La loi du plus fort** place nos entreprises dans une situation de dépendance. Il faut rompre avec cela. C'est une question de souveraineté et d'équité commerciale.

### Une solution

**Le droit d'accéder aux données créées par sa propre activité** et de les transporter vers une plateforme concurrente.

**L'interdiction faite aux acteurs dominants de privilégier dans leurs classements** leurs propres produits et services par rapport aux offres similaires d'autres acteurs.

**L'obligation d'un accès équitable** aux plateformes.

**L'accès aux outils et informations** nécessaires pour la vérification indépendante de l'activité publicitaire.

### Concrètement

#### Aujourd'hui

Les grandes plateformes abusent de leur position dominante d'intermédiaires pour avantager commercialement leurs propres offres.

#### Demain

La réglementation commerciale la plus ambitieuse depuis un siècle, adoptée pendant la présidence française de l'UE, protégera nos entreprises grâce à une concurrence équitable.

## 9. Réduire la dépendance des entreprises aux fournisseurs de *cloud*

La loi garantira la capacité des utilisateurs de choisir librement les fournisseurs de service *cloud* répondant au mieux à leurs besoins.

### Un problème

**30 % des entreprises françaises utilisent des services cloud**, une proportion en forte croissance.

**71 % des parts de marché** détenues par trois fournisseurs de cloud en France (47 % pour le premier).

**Des pratiques abusives déjà constatées par le régulateur**, en France mais aussi ailleurs (Pays-Bas, Royaume-Uni).

**Une concurrence par les prix réduite** et des entraves à la diffusion de leurs offres par les acteurs émergents du *cloud*.

### Une solution

**L'interdiction des frais de transfert de données** imposés pour bloquer les clients artificiellement.

**L'interopérabilité des services cloud** afin de concrétiser le droit à la portabilité des données d'une entreprise chez un autre fournisseur ou d'avoir plusieurs fournisseurs pour réduire sa dépendance.

**La limitation dans le temps de la pratique des crédits cloud** (avoirs commerciaux) afin de réduire les incitations économiques en phase de développement à dépendre d'un seul fournisseur.

### Concrètement

#### Aujourd'hui

Pour changer de fournisseur cloud, une entreprise doit payer des frais représentant 125% de son coût d'abonnement annuel.

#### Demain

Aucun frais de transfert ne sera facturé en changeant de fournisseur. Le non-respect de cette interdiction sera sanctionné d'une amende allant jusqu'à 1M€, et 2M€ en cas de récidive.

## 10. Soutenir les collectivités dans la régulation des meublés de tourisme

La régulation par les collectivités des meublés de tourisme loués via les plateformes sera facilitée par un intermédiaire centralisant les données nécessaires.

### Un problème

**109 millions de nuitées** proposées en ligne par des particuliers, avec des compléments de revenus pour les loueurs et pour les collectivités.

**Dans certaines zones d'hyperconcentration de l'offre**, un déséquilibre aggravé du marché du logement et des excès qui inquiètent riverains et collectivités.

**Une multitude d'acteurs différents et une lourde charge administrative** empêchent les collectivités de renforcer le contrôle de la réglementation.

### Une solution

La pérennisation de l'expérimentation « **API meublés** » associant cinq communes et cinq plateformes de location.

**Un intermédiaire entre les opérateurs numériques et les communes** centralisera toutes les données nécessaires.

**Une application plus simple et efficace de la réglementation à la main des collectivités :** standardisation et circulation des données liées à l'enregistrement obligatoire et au plafond maximal de 120 nuitées par an pour les locaux déclarés résidences principales.

### Concrètement

#### Aujourd'hui

Il est coûteux et complexe pour une collectivité, notamment à faibles moyens, de faire appliquer la régulation des meublés de tourisme.

#### Demain

Grâce à la création d'un intermédiaire chargé de standardiser et partager les données, la régulation sera plus efficace et moins coûteuse.

Sécuriser  
et réguler

l'espace  
numérique

# Protéger notre démocratie



# 11. Interrompre la diffusion de médias étrangers faisant l'objet de sanctions internationales

Les contournements des sanctions internationales visant les médias pourront être réprimés par l'ARCOM qui sera dotée de nouvelles compétences.

## Un problème

Risques de contournement par certains opérateurs (plateformes en ligne, chaînes TV) des régimes de sanctions européens contre les médias étrangers pratiquant la désinformation.

2 médias russes faisant l'objet de sanctions ont déjà été rediffusés en France malgré leur interdiction.

Tous les canaux de retransmission sans exception doivent être traités : satellite, télévision, radio, internet.

## Une solution

De nouvelles compétences pour l'ARCOM, qui pourra enjoindre à un site internet de retirer en 72 heures un contenu sanctionné, sous peine d'une amende de 4 % de son chiffre d'affaires.

### Des mesures restrictives décidées en France :

l'ARCOM pourra enjoindre des opérateurs français ou étrangers à faire cesser la diffusion en France.

### Des mesures restrictives décidées à l'étranger :

l'ARCOM pourra enjoindre des opérateurs français à faire cesser la diffusion sur les territoires concernés.

## Concrètement

### Aujourd'hui

Des médias frappés par les sanctions européennes peuvent continuer à relayer leur propagande grâce à des rediffusions indirectes sur internet.

### Demain

L'ARCOM pourra enjoindre aux acteurs de faire cesser la diffusion des contenus sanctionnés sous 72h. En l'absence d'exécution, l'ARCOM pourra ordonner le blocage du site concerné.

## 12. Lutter contre la désinformation sur les réseaux sociaux

La lutte contre la désinformation en ligne sera facilitée par une meilleure collaboration entre les acteurs et l'adoption de normes communes d'autorégulation.

### Un problème

**12 ingérences numériques étrangères** caractérisées détectées en 2022, donc 5 concernant les élections présidentielles et législatives.

**Industrialisation et professionnalisation** de la désinformation et des techniques d'ingérence informationnelle.

**Accroissement exponentiel de la quantité d'information** disponible, instantanéité d'un événement et de sa médiatisation.

### Une solution

**Un code de bonnes pratiques** qui permet à l'industrie d'adhérer à des normes d'autorégulation pour lutter contre la désinformation au niveau mondial.

**Des engagements, signés par 34 grandes entreprises du numérique pour lutter contre la désinformation** en assurant la transparence de la publicité politique, responsabilisant les utilisateurs, renforçant la coopération avec les vérificateurs de faits et en offrant aux chercheurs un meilleur accès aux données.

### Concrètement

#### Aujourd'hui

Les actions de lutte contre la désinformation et les ingérences numériques étrangères ne sont pas coordonnées entre les pouvoirs publics, l'industrie et les organismes de recherche.

#### Demain

Les principales plateformes en ligne, les acteurs du secteur de la publicité, les organisations de recherche et de la société civile collaboreront plus efficacement pour lutter contre la désinformation.

# Acteurs et autorités compétentes

En France, le DSA, le DMA et le DGA seront appliqués par plusieurs acteurs de la régulation : l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM), la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), et l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep), l'Autorité de la concurrence (ADLC) et la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF). Cela s'explique par le caractère pluridimensionnel et transversal de ces régulations qui touche l'ensemble des services numériques.



**L'autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM)** est garante de la liberté de communication et veille au financement de la création audiovisuelle et à la protection des droits. Sa régulation s'étend aux plateformes en ligne, réseaux sociaux, moteurs de recherche, etc. Elle accompagne les transformations du paysage audiovisuel et numérique et exerce ses missions dans l'intérêt de tous, professionnels et grand public.



**L'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep)** assure la régulation des secteurs des communications électroniques et des postes et de la distribution de la presse.



**La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)** est le régulateur des données personnelles, elle accompagne les professionnels dans leur mise en conformité et aide les particuliers à maîtriser leurs données personnelles et exercer leurs droits.



**L'Autorité de la concurrence (ADLC)**, a pour mission de faire respecter les règles concurrentielles dans les marchés en régulant les rapports de forces entre les acteurs économiques.

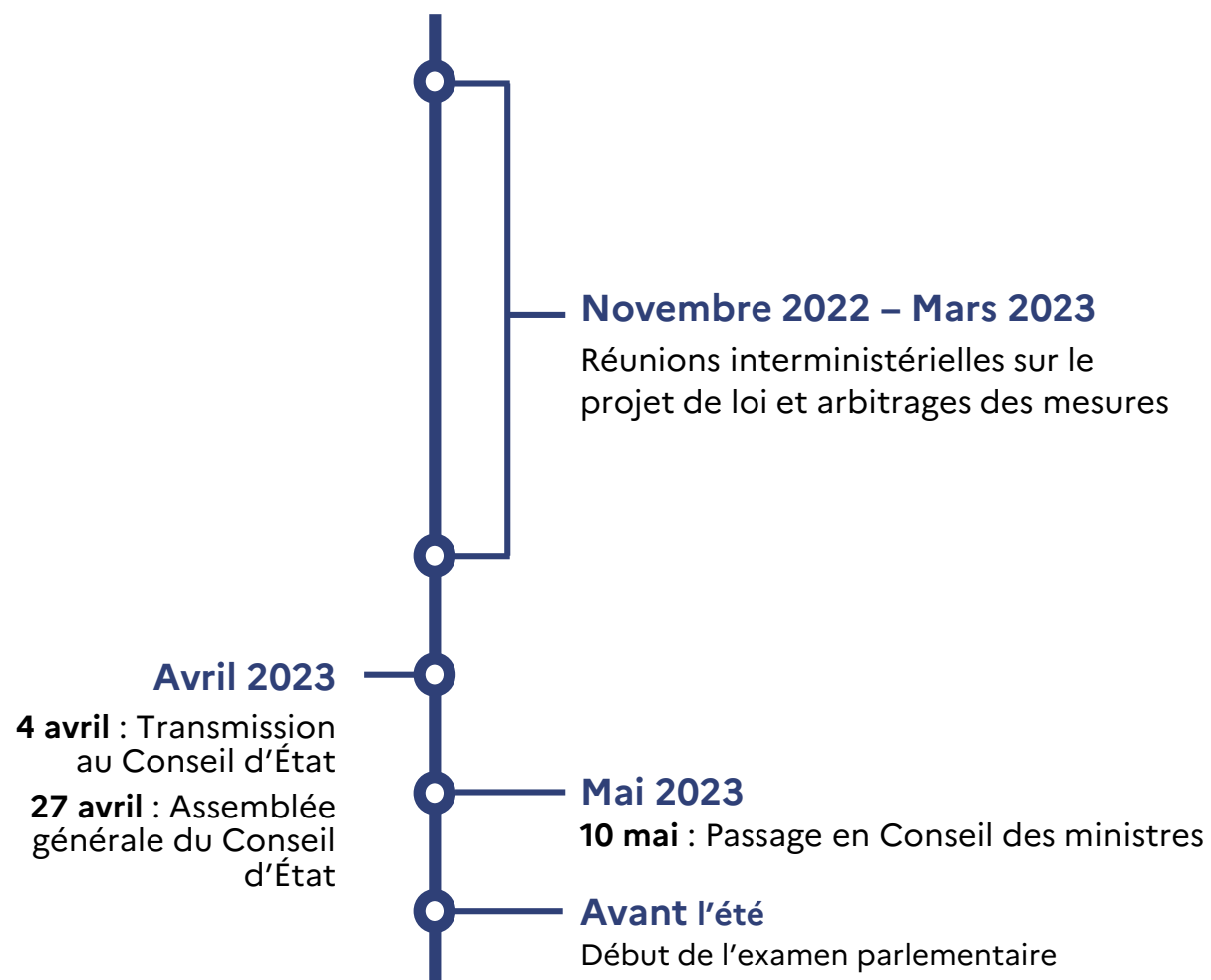


**Le Pôle d'Expertise de la Régulation Numérique (PReN)** est un service à compétence nationale destiné à apporter une expertise technique aux services et administrations ayant des compétences de régulation des plateformes du numérique.



**La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF)**, au sein du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, veille au bon fonctionnement des marchés, au bénéfice des consommateurs et des entreprises.

# Calendrier du projet de loi



# Annexes

Tableau des articles du Projet de loi

| Titres  | Articles  |
|---|---|
| <b>I. Protection des mineurs en ligne</b>   | <b>Article 1.</b> Recommandations de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique pour le respect effectif de la majorité légale pour l'accès aux sites pornographiques  |
|   | <b>Article 2.</b> Pouvoirs de sanctions et de blocage administratif des sites contrevenant au respect de la majorité légale conférés à l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique                                    |
|   | <b>Article 3.</b> Sanction pénale pour défaut d'exécution d'une demande de retrait de contenu pédopornographique  |
| <b>II. Protection des citoyens dans l'environnement numérique</b>                 | <b>Article 4.</b> Protection des citoyens contre les vecteurs de propagande étrangère en ligne manifestement destinés à la désinformation et à l'ingérence  |
|   | <b>Article 5.</b> Peine complémentaire de suspension de l'accès à un service de plateforme en ligne   |
|   | <b>Article 6.</b> Déploiement d'un filtre national de cybersécurité grand public  |
| <b>III. Renforcer la confiance et la concurrence dans l'économie de la donnée</b> | <b>Article 7.</b> Encadrement des frais de transfert et des crédits d'informatique en nuage   |
|   | <b>Article 8.</b> Obligations d'interopérabilité à la charge des services d'informatique en nuage   |
|   | <b>Article 9.</b> Compétence de l'Arcep en matière d'interopérabilité des services d'informatique en nuage  |
|   | <b>Article 10.</b> Pouvoirs d'enquête et de contrôle de l'Arcep en matière d'interopérabilité des services d'informatique en nuage  |
|   | <b>Article 11.</b> Désignation de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse comme autorité compétente pour la supervision des prestataires de services d'intermédiation de données |
|   | <b>Article 12.</b> Pouvoirs d'enquête, d'accès aux données et de contrôle de l'Arcep en matière de supervision des prestataires de services d'intermédiation de données   |
|   | <b>Article 13.</b> Coopération de l'Arcep avec la CNIL sur les décisions visant les services d'intermédiation de données et impliquant des problématiques de protection de données personnelles   |
|   | <b>Article 14.</b> Ajustement de coordination du code des postes et des communications électroniques  |

|  |  |
|--|--|
| <b>IV. Assurer le développement en France de l'économie des objets de jeux numériques monétisables dans un cadre protecteur</b>                                      | <b>Article 15.</b> Article d'habilitation à légiférer par voie d'ordonnance afin de définir les jeux à objets numériques monétisables (JONUM), leurs conditions d'exploitation et de fixer le cadre de régulation de ces jeux  |
| <b>V. Permettre à l'Etat d'analyser plus efficacement l'évolution des marchés numériques</b>   | <b>Article 16.</b> Elargissement des pouvoirs de collecte des données par le Pôle d'Expertise de la Régulation du Numérique pour des activités de recherche publique   |
|  | <b>Article 17.</b> Centralisation des données devant être transmises par les opérateurs numériques aux communes en matière de location de meublés de tourisme  |
| <b>VI. Renforcer la gouvernance de la régulation numérique</b>   | <b>Article 18.</b> Coopération du coordinateur pour les services numériques avec le Pôle d'expertise de la régulation numérique  |
| <b>VII. Contrôle des opérations de traitement de données à caractère personnel effectuées par les juridictions dans l'exercice de leur fonction juridictionnelle</b> | <b>Article 19.</b> Création des autorités de contrôle RGPD pour les juridictions administratives   |
|  | <b>Article 20.</b> Création des autorités de contrôle RGPD pour les juridictions judiciaires   |
|  | <b>Article 21.</b> Création des autorités de contrôle RGPD pour les juridictions financières   |
| <b>VIII. Adaptations du droit national</b>   | <b>Article 22.</b> Adaptations de la loi pour la confiance dans l'économie numérique   |
|  | <b>Article 23.</b> Adaptations de la loi pour la confiance dans l'économie numérique   |
|  | <b>Article 24.</b> Adaptations de la loi pour la confiance dans l'économie numérique   |
|  | <b>Article 25.</b> Adaptations de la loi pour la confiance dans l'économie numérique   |
|  | <b>Article 26.</b> Mesures d'adaptation du code de la consommation   |
|  | <b>Article 27.</b> Mesures d'adaptation du code du commerce  |
|  | <b>Article 28.</b> Mesures d'adaptation de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication   |
|  | <b>Article 29.</b> Mesures d'adaptation de la loi n° 2018-1202 du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information   |
|  | <b>Article 30.</b> Mesures d'adaptation du code électoral  |
|  | <b>Article 31.</b> Désignation de l'Arcep en tant qu'autorité compétente en matière de régulation dans le domaine de l'altruisme en matière de données   |
|  | <b>Article 32.</b> Mesures d'adaptation de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés  |
|  | <b>Article 33.</b> Mesures d'adaptation de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques   |
|  | <b>Article 34.</b> Mesures d'adaptation de la loi n° 2017-261 du 1er mars 2017 visant à préserver l'éthique du sport, du code de la propriété intellectuelle, de la loi n° 2021-1382 du 25 octobre 2021 relative à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles et du code pénal |
|  | <b>Article 35.</b> Application outre-mer   |
|  | <b>Article 36.</b> Entrée en vigueur   |

# Contacts presse

**Cabinet de Bruno Le Maire** : 01 53 18 41 13 – [presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr](mailto:presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr)

**Cabinet de Jean-Noël Barrot** : 01 53 18 43 42 – [presse@numerique.gouv.fr](mailto:presse@numerique.gouv.fr)

**Direction générale des Entreprises** : 01 44 97 04 49 – [presse.dge@finances.gouv.fr](mailto:presse.dge@finances.gouv.fr)



